



**MINISTRE DES MINES**

*Le Ministre*

**ARRETE MINISTERIEL N° 0.0.9.5./CAB.MIN/MINES/01/2017 DU  
23 MARS 2017 PORTANT OCTROI DU PERMIS D'EXPLOITATION N° 13888  
A LA SOCIETE CONGO CONSTRUCTION COMPANY SARL**

---

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36  
littera f, 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier,  
spécialement ses articles 10, 12, 43, 47 et 69 à 72 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement  
Minier, spécialement ses articles 145 à 150 ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant  
organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de  
collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi  
qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les  
attributions des Ministères, spécialement son article 1<sup>er</sup> B point 19 ;

Vu l'Ordonnance n° 16/100 du 19 décembre 2016 portant  
nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, d'un  
Ministre Délégué et des Vice-Ministres ;

Considérant la demande de cession partielle n° **6118** introduite  
en date du 20 mars 2017, sur base du Contrat de cession des droits miniers  
signé entre les sociétés **CONGO CONSTRUCTION COMPANY SARL** et  
**ALLAMANDA TRADING SARL** en date 17 mars 2017, et les pièces requises y  
jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier et de la Direction des  
Mines ;



## A R R E T E :

### Article 1<sup>er</sup> :

Il est octroyé à la société **CONGO CONSTRUCTION COMPANY SARL**, dont références ci-dessous, le Permis d'Exploitation n° **13888**, issu de la Cession partielle du Permis d'Exploitation n° 13860.

- Adresse : 119 Bis, Boulevard Colonel Tshatshi, Immeuble ex-CCIC, Commune de la Gombe, à Kinshasa ;
- Numéro d'Identification Nationale : 01 – 450 – N 71342 Z ,
- N° du Registre de Commerce et de Crédit Mobilier : CD/KIN/RCCM/14-B-3157 ;
- Numéro d'Impôt : A 1301156 X.

### Article 2 :

Le Permis d'Exploitation n° **13888** est établi sur un périmètre composé de **12** carrés entiers situés dans le Territoire de Moanda, Province du Kongo-Central.

Les coordonnées géographiques des sommets dudit Périmètre, suivant le datum WGS84, sont :

SOMMETS	LONGITUDE			LATITUDE		
	DEGRE	MINUTE	SECONDE	DEGRE	MINUTE	SECONDE
1	12	44	30.00	- 05	49	0.00
2	12	44	30.00	- 05	47	0.00
3	12	46	0.00	- 05	47	0.00
4	12	46	0.00	- 05	49	0.00

**Carte de Retombe : S 6 / 12**

### Article 3 :

La partie non cédée du Permis d'Exploitation n° **13860** est établi sur un périmètre composé de 8 carrés entiers.

Les coordonnées géographiques des sommets dudit Périmètre, suivant le datum WGS84 et la projection UTM, sont :

SOMMETS	LONGITUDE			LATITUDE		
	DEGRE	MINUTE	SECONDE	DEGRE	MINUTE	SECONDE
1	12	45	0.00	- 05	50	30.00
2	12	45	0.00	- 05	49	0.00
3	12	46	0.00	- 05	49	0.00
4	12	46	0.00	- 05	49	30.00
5	12	46	30.00	- 05	49	30.00
6	12	46	30.00	- 05	50	30.00

**Carte de Retombe : S 6 / 12**

**Article 4 :**

Le Permis d'Exploitation n° **13888** confère à la société **CONGO CONSTRUCTION COMPANY SARL** le droit exclusif de procéder aux travaux de prospection, de recherches et d'exploitation des substances minérales suivantes : **Argent, fer, or et phosphate.**

Ce droit exclusif s'étend également à la constructions d'installations et infrastructures nécessaires à l'exploitation minière, à l'utilisation des ressources d'eau et de bois se trouvant à l'intérieur du périmètre pour les besoins de l'exploitation des mines, à la libre commercialisation des produits marchands conformément à la législation en la matière ainsi qu'à la réalisation d'opérations de concentration, de traitement métallurgique ou technique et de transformation des produits extraits du gisement.

**Article 5 :**

Le Permis d'Exploitation n° **13888** est Valable jusqu'au 16 mars 2047.

Il pourra être renouvelé pour une durée de quinze (15) ans à chaque renouvellement.

**Article 6 :**

La société **CONGO CONSTRUCTION COMPANY SARL** est notamment tenue de :

1° s'acquitter, chaque année, des droits superficiaires par carré conformément aux dispositions de l'article 198 du Code minier et des articles 157 et 396 du Règlement Minier ;

- pour la première année, des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis dans un délai de trente jours, à compter de la date d'octroi du Permis d'Exploitation n° **13888** ,
- pour chaque année entière suivante, des droits superficiaires annuels par carré, au plus tard le 31 mars de l'année concernée ,
- pour la deuxième année de validité du Permis d'Exploitation n° 13888, des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis au plus tard le 31 mars de chaque année ;

2° transmettre chaque semestre un relevé du registre d'extraction et chaque année le rapport d'activités à la Direction des Mines ainsi qu'à la Division Provinciale des Mines et Géologie ou au Bureau minier du ressort, en vertu des articles 216 du Code Minier et 499 et 501 du Règlement Minier ;

3° déposer tous les trimestres, à la Direction de Géologie, les échantillons prélevés au cours des travaux de recherches ainsi qu'une copie de sa carte de recherches ;



- 4° fournir aux agents de la Direction des Mines et de la Direction chargée de la Protection de l'Environnement minier dûment mandatés, tous les moyens de parcourir le périmètre et d'inspecter ses travaux de recherches minières ;
- 5° tenir sur le terrain, les journaux et les registres de suivi journalier des travaux de prospection, de recherches et d'exploitation, vérifiables par les agents des Directions des Mines et de Géologie pendant l'inspection ;
- 6° respecter les dispositions du Chapitre VI du Titre XVIII du Règlement Minier visant la mise en conformité environnementales des opérations exécutées en vertu du Permis d'Exploitation.

### **Article 7 :**

Sans préjudice des dispositions de l'article 30 du Code Minier, il est interdit aux tiers d'entreprendre des travaux de prospection, de recherches et/ou d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par le Permis d'Exploitation n° **13888**.

### **Article 8 :**

Toute violation, par le titulaire du Permis d'Exploitation n° **13888** des dispositions du Code Minier, du Règlement Minier ou du présent Arrêté, entraîne selon les cas définis par la législation minière et sans préjudice d'autres sanctions, la suspension des activités ou le retrait dudit Permis d'Exploitation.

### **Article 9 :**

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 23 Mars 2017

**Martin KABWELULU**

### **Ampliations**

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre minier : 1
- CTCPM : 1
- SAESSCAM : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- Direction des Investigations : 1
- Direction chargée de la Protection de l'Environ. : 1
- Div. Prov. des Mines & Géologie du ressort : 1
- Sté CONGO CONSTRUCTION COMPANY SARL : 1